

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 29 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

78.008

Militärische Bauten und Landerwerbe **Ouvrages militaires et acquisitions de terrain**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 8. Februar 1978 (BBI I, 505)
Message et projet d'arrêté du 8 février 1978 (FF I, 493)

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer du projet du Conseil fédéral

M. Péquignot, rapporteur: Les crédits d'engagement demandés par le Conseil fédéral dans l'arrêté fédéral qui nous est soumis se subdivisent en trois catégories: 1) les ouvrages militaires et installations, soit 38 projets, dont la liste figure dans l'appendice I de l'arrêté (p. 39 et 40 du message en langue française), pour une somme totale de 424 050 000 francs; 2) des acquisitions de terrains pour 5 millions de francs; 3) un crédit additionnel de 2 millions de francs.

Tous ces projets sont compris dans le plan financier du Département militaire fédéral pour la période de planification 1975–1979. Leur réalisation s'échelonne sur les prochaines années et chargera le budget militaire comme il suit: en 1978, 13 millions; en 1979, 85 millions; en 1980, 95 millions; en 1981, 90 millions; en 1982, 70 millions; en 1983, 43 millions, ce qui laisse encore un solde de 35 millions pour les années subséquentes.

Votre commission a été renseignée dans le terrain sur plusieurs projets, notamment sur le projet de déplacement d'une installation de réservoirs de carburant de ravitaillement dans la région de Berne et un magasin central des subsistances de l'armée à Brenzikofen. Elle s'est également rendue à la place d'armes de Thoune pour visiter différents bâtiments et installations en liaison avec la construction d'une infirmerie centrale. Elle s'est ensuite déplacée à Altdorf, où elle a tenu sa séance à la fabrique de munitions, après avoir eu l'occasion de juger de la nécessité de moderniser certaines installations vétustes et de poursuivre la réparation des dommages causés par les orages dévastateurs de l'été 1977.

Lors de la discussion d'entrée en matière, des remarques critiques ont été faites quant au choix des priorités et à l'apparent déséquilibre entre les dépenses plutôt modestes consacrées aux domaines de l'instruction et de la conduite du combat par rapport aux crédits réservés à la logistique, aux services d'équipement et à la protection de l'environnement.

Certes, les projets présentés paraissent en général fondés et reposer sur des critères valables, mais pour que les commissions militaires puissent remplir pleinement leur rôle, il faudrait qu'elles aient une meilleure vue de la conception d'ensemble des constructions, qui reste actuellement l'apanage de l'Administration militaire. Un rapport général pluriannuel indiquant la répartition des investissements dans les différentes catégories de constructions et d'installations est devenu indispensable. Un plan à long terme des besoins du Département militaire fédéral a déjà été établi et, en relevant que son département avait été le

premier à élaborer un plan de financement de ses besoins, M. Gnägi, conseiller fédéral, a précisé qu'il orienterait à l'avenir les commissions militaires et cela dès que le prochain plan de financement pour les années 1980 à 1984 aura été mis au net.

Après avoir accepté l'entrée en matière à l'unanimité, la commission a examiné le détail des différents projets, dont certains ont donné lieu à des remarques et à des questions particulières. Ce sont le numéro 122, place de tir du Lac-Noir; route d'accès à la Geissalp; le numéro 123, place de tir du Glaubenberg, camp militaire; le numéro 14, renforcement du terrain; le numéro 171, agrandissement et modernisation de l'arsenal fédéral de Bulle et le numéro 192, bâtiment administratif et d'exploitation à Saint-Maurice/Lavey. L'urgence de ce dernier projet a été mise en doute, de même que le transfert de Lausanne à Lavey de l'état-major d'un arrondissement de fortifications. Aucun projet cependant n'a été l'objet d'une proposition de renvoi ou de rejet. Il en est allé de même du numéro 161, sur lequel j'attire plus spécialement votre attention. Cet ouvrage souterrain destiné à la fabrication d'appoint et à l'entreposage de produits pharmaceutiques figurait déjà dans le message du 11 février 1976 mais, par décision du 29 septembre de la même année, notre conseil l'avait renvoyé pour réexamen. Ce nouvel examen a été entrepris en liaison avec l'industrie pharmaceutique. La nécessité de construire ces installations doit maintenant être reconnue. Il ne s'agit que d'une production d'appoint, qui n'entre pas en concurrence avec l'industrie privée. Le projet, qui se limite à l'essentiel, nous revient donc sans modification et pour la même somme de 29 160 000 francs. Il faut dire aussi à ce sujet que, dans une première version, en 1961, on avait d'abord voulu utiliser le trou de Blausee consécutif à l'explosion des magasins de munitions pour en faire un hôpital militaire et que, à cette occasion, on avait déjà investi quelque 13 millions de francs pour l'infrastructure, en particulier pour des canalisations d'eau, de sorte que, pour ne pas abandonner ce trou et en tirer profit, comme également des 13 millions déjà investis, il paraîtrait judicieux d'accorder maintenant ce crédit qui, il y a deux ans, avait fait figure dans cette enceinte de «Sündenbock».

Votre commission a également approuvé les acquisitions de terrains destinés à des places d'armes, de tir et d'exercice nouvelles et anciennes, en reconnaissant en particulier la nécessité de la nouvelle place d'armes de Rothenthurm, dans le canton de Schwyz.

Signe des temps, les crédits additionnels semblent heureusement diminuer. Ceux qui nous sont proposés ne concernent qu'une construction à la place d'armes de Bière pour un montant de 2 millions de francs.

Votre commission unanime vous propose d'entrer en matière et d'approuver *in globo* le projet d'arrêté fédéral.

Kündig: In dieser Vorlage geht es u. a. auch darum, dass über die Landesbeschaffung für den Waffenplatz Rothenthurm Beschluss gefasst werden soll. In Rothenthurm selbst, aber auch in der näheren Umgebung, sind in der letzten Zeit eine zunehmende Verunsicherung und eine im Ansteigen begriffene Gegnerschaft des Waffenplatzes festzustellen. Die Gründe, die gegen dieses Projekt angegeben werden, betreffen insbesondere die Frage der Aufhebung verschiedener Landwirtschaftsbetriebe sowie die Beeinträchtigung bestehender Naturschutzgebiete. So wird denn festgestellt, dass es sich beim Waffenplatz Rothenthurm um eine massive Beeinträchtigung eines wertvollen Naherholungsraumes handelt, vor allem in der Nähe von relativ dicht besiedelten Gemeinden der Kantone Zürich, Zug und Schwyz. Auch werden Spannungen zwischen der Truppe und der Bevölkerung erwartet und die versprochenen wirtschaftlichen Vorteile für die Gemeinde, insbesondere neue Arbeitsplätze, Beteiligung am Bau, höhere Steuereinnahmen, als eher fragwürdig hingestellt.

Nicht zuletzt wird auch die Frage aufgeworfen, ob nicht anderweitig vorhandene Ausbildungsplätze nicht voll aus-

gelastet seien und somit die Notwendigkeit des Waffenplatzes in Rothenthurm grundsätzlich bezweifelt. Aber auch die Frage der Verhältnismässigkeit, insbesondere in einer Zeit der knappen Bundesfinanzen, wird zum Anlass genommen, um gegen den Waffenplatz Rothenthurm anzutreten. Ich erlaube mir deshalb einige Fragen in diesem Zusammenhang aufzuwerfen und hoffe, dass der Bundesrat klärende Antworten abgeben kann, die zur Beruhigung der betroffenen Bevölkerung dienen mögen.

1. Sind der Ursprung sowie der Umfang der entstandenen Opposition gegen den Waffenplatz Rothenthurm in Bern bekannt?
 2. Ist der Bund tatsächlich auf den Ausbau der bestehenden provisorischen Anlagen angewiesen, und müssen sie im vorgesehenen Umfang erstellt werden?
 3. Ist der Bundesrat gewillt, von allen seinen rechtlichen Mitteln Gebrauch zu machen, um das Land, sofern es nicht durch die Landerwerbskommission beschafft werden kann, auch zu expropriieren?
 4. Was hat der Bundesrat vorgekehrt, um die notwendige Orientierung und Aufklärung der Öffentlichkeit durchzuführen?
 5. Wird der Bundesrat auch bei einem negativen Entscheid über den Landverkauf der Oberallmeind Schwyz an der Verwirklichung des Waffenplatzes festhalten?
- Und die beiden letzten Fragen: Wird das erhaltenswerte Hochmoor durch die vorgesehenen Wegbauten im Aufklärungsgebiet betroffen? Ist das im Plan des EMD eingezeichnete Gebiet als maximaler Endausbau zu betrachten, oder wird später ein weiterer Ausbau folgen?
- Zuletzt: Ist der Bund bereit, auch dafür zu sorgen, dass die betroffenen Landwirte auch weiterhin mit einer gesicherten Existenzgrundlage rechnen dürfen? Bietet er Realersatz für Hof und Land?

Sehr geehrter Herr Bundesrat, ich bin Ihnen für die Beantwortung dieser Fragen sehr dankbar. Ich glaube, dass sie zur Klärung des Problems beitragen können und auch die Absichten des Bundesrates aufzeigen dürften.

Dobler: Der Vorredner hat im Zusammenhang mit der Finanzierung der Landerwerbe für neue und bestehende Waffen-, Schiess- und Übungsplätze in verschiedenen Landesteilen den geplanten Waffenplatz Rothenthurm genannt. Nachdem die Diskussion um diesen Waffenplatz auf breiter Basis geführt wird, ist es richtig, dass auch im eidgenössischen Parlament hierüber debattiert wird und vom Bundesrat die entsprechenden Konsequenzen gezogen werden.

Vorentscheidungen von einigem politischen Gewicht sind in der Gemeinde Rothenthurm, wo es allerdings nur um eine Konsultativabstimmung ging, und in den Korporationen Oberägeri und Arth gefallen. Die Oberallmeindkorporation Schwyz, die allein rund 170 Hektaren abzutreten hätte, wird voraussichtlich an der ordentlichen Oberallmeindgemeinde vom 3. Sonntag im Oktober zu den Anträgen ihres Verwaltungsrates Stellung beziehen. Auch die Regierungen der Kantone Schwyz und Zug haben bereits Stellung bezogen und sich grundsätzlich zur Zusammenarbeit mit dem Bund entschlossen. Der Grund hierfür lag in der Erfüllung der Auflagen, die die Kantone von den eidgenössischen Verhandlungspartnern gefordert hatten.

Die Schwyzer Regierung hatte gründliche Vorarbeit geleistet. Aufgrund eines Planungsberichts von rund 100 Seiten wurden vier Varianten geprüft und schliesslich die jetzt vorgeschlagene Lösung als die beste ausgewählt. Sie war jedoch mit vielen, bereits erwähnten Auflagen verbunden. So musste sich der Bund verpflichten, im Rahmen des Möglichen für Realersatz des beanspruchten Landwirtschaftsgebietes zu sorgen, auf die Einwohner und die Bedürfnisse der Gemeinde Rücksicht zu nehmen und eine Strukturverbesserung der Landwirtschaft anzustreben.

Der Waffengang um den Waffenplatz begann in Rothenthurm. Ein Aktionskomitee bildete sich, das für eine Peti-

tion an den Bundesrat Unterschriften sammelte. Bis heute sollen rund 16 000 Unterschriften gesammelt worden sein. Am 8. Juni 1975 sprachen sich die Einwohner Rothenthurms in einer Konsultativabstimmung mit 537 Nein und 101 Ja gegen den Waffenplatz aus. Zwei Jahre nach dieser Konsultativabstimmung beschloss die Gemeindeversammlung, dem Gemeinderat weitere Verhandlungen mit dem EMD zu verbieten. Die Meinungen darüber, ob ein derartiger Beschluss überhaupt zulässig oder rechtskräftig ist, sind auch in der Gemeinde geteilt.

Im Oktober 1977 beschlossen die Korporationsbürger der Korporation Oberägeri mit 154 gegen 95 Stimmen, auf Landverkaufsverhandlungen mit dem EMD nicht einzutreten. Und am 24. Januar 1978 fällte die Korporation Arth mit der knappen Mehrheit von 39 gegen 32 Stimmen den gleichen Entscheid. Das Land, das der Genossame Sattel gehört, wurde vom EMD jedoch bereits freihändig erworben. Der grösste Landbesitzer im Waffenplatzgebiet, die Oberallmeindkorporation Schwyz, wird am kommenden 3. Sonntag im Oktober ihren Beschluss fassen. Diese Korporation ist mit 7500 Korporationsbürgern und einem Gesamtbesitz von 8000 Hektaren Land und rund 16 000 Hektaren Alpweiden die grösste Organisation dieser Art in der Schweiz. Ihre Ursprünge reichen weit ins Dunkel der Geschichte zurück; sicher ist jedenfalls, dass sie als Marktgenossenschaft schon lange vor der Gründung der Eidgenossenschaft bestanden hatte. Der Entscheid dieser Korporation in der Landabtretungsfrage für den Waffenplatz ist nicht nur für das weitere Vorgehen des Bundes von eminenter Bedeutung. Er beeinflusst auch breite Schichten der Bevölkerung in der ganzen Innerschweiz für eine zustimmende oder ablehnende Stellungnahme in bezug auf die Schaffung eines Waffenplatzes in Rothenthurm. Im Sinne einer guten Atmosphäre zwischen militärischen und zivilen Fronten, zwischen Bund und Kanton, ist die nun einsetzende Phase, nämlich die Behandlungsweise der eidgenössischen Instanzen, von bedeutender Tragweite.

Von den Gegnern des Waffenplatzes werden die negativen Seiten wie folgt aufgeführt: Die Lärmimmissionen, die Auswirkungen auf den Tourismus und die nicht mehr gleich zu führende Langlaufloipe, die Auswirkungen auf die Landwirtschaft, die Beeinträchtigung der Lebensqualität, der Verlust des homogenen Dorfcharakters, in dem die Proportion zwischen zuviel Militär und Bevölkerung von nur 1300 Einwohnern nicht mehr gewahrt wird.

Entscheidend für die Schaffung eines Waffenplatzes ist zweifelsohne die Beantwortung der Bedürfnisfrage. Es ist bekannt, dass viele Waffenplätze in den vergangenen Jahren und insbesondere in der jetzigen Zeit reduziert oder gar aufgehoben werden. Das Gelände von Rothenthurm wird für einen Waffenplatz geradezu als ideal bezeichnet. Von den Gegnern des Waffenplatzes wird nun nicht verstanden, weshalb gerade jetzt dieser Platz gut genug für das Militär sei. Bereits 1943 stand dieses Projekt zur Diskussion, als Ersatz für den abgeschafften Waffenplatz Kloten-Bülach gesucht wurde. 1958 wurde ein Satelliten-Waffenplatz für die umliegenden Regionen und 1970 ein Infanterie-Waffenplatz geplant. Bei all diesen Vorhaben ist die Stellung des Regierungsrates des Kantons Schwyz vom Jahre 1957 interessant. Damals riet er dem Bundesrat von einem Waffenplatz Rothenthurm kategorisch ab. Begründet wurde diese Stellungnahme mit dem ungeeigneten Gelände. Man kommt deshalb in Rothenthurm zum Schluss, dass die Ausweichung nach Rothenthurm ausschliesslich darin liegt, dass die bestehenden Waffenplätze bei der Bevölkerung wegen ihrer Immissionen und verschiedenen Unbekömmlichkeiten nicht mehr erwünscht sind. Zu guter Letzt hat auch die Erklärung von militärischer Seite, dass allenfalls vom Expropriationsrecht Gebrauch gemacht werde, zur Besserung des Klimas und zur Gewinnung von Sympathisanten wenig beigetragen. Die Oberallmeindkorporation soll ihren Entscheid über die Landabtretung in völliger Freiheit fassen können. Eine Beeinträchtigung dieser Entscheidungsfreiheit würde in der Innerschweiz nicht

verstanden und könnte zu höchst unangenehmen Konsequenzen führen. Eine klare Stellungnahme von seiten des Bundesrats ist hier von absoluter Notwendigkeit.

Ausgerechnet in dieser Zeit politischer Brisanz rund um den Waffenplatz Rothenthurm ist auch eine Reduktion der Arbeitsplätze beim Zeughaus Seewen aktuell geworden. Das Eidgenössische Zeughaus Seewen gehört bekanntlich zu den grössten militärischen Versorgungsbetrieben unseres Landes. Für diese Rolle dürfte es sich sowohl von seiner Lage als auch von der personellen Voraussetzung her auch künftig sehr gut eignen. Auf Bundesebene möchte man nun mit den stark dezentralisierten «Gemischwarenhandlungen» aufräumen. Für eine solche Entwicklung muss zwar auch der direkt Interessierte ein gewisses Verständnis aufbringen. Dass man einzelne Arbeitsbereiche an einer oder an wenigen Stellen zentralisieren will, ist in der Wirtschaft längst Brauch und Ordnung. Auch das EMD ist aufgrund der Sparmassnahmen des Bundes gezwungen, diesen Weg einzuschlagen. Offensichtlich ist das EMD aber bestrebt, zahlreiche Betriebe der Militärverwaltung im Raume zwischen Thun und Bern zu zentralisieren. Es wird dadurch befürchtet, dass im Zusammenhang mit diesen Rationalisierungsmassnahmen 20 Arbeitsplätze im Nachschubzeughaus Seewen-Steinen verlorengehen. Die Befürchtungen dieser Entwicklung dienen nicht sonderlich der Schaffung eines positiven Klimas zwischen Staat und Bürger, Militär und Zivilbevölkerung. Dabei muss mit aller Deutlichkeit festgehalten werden, dass in der Innerschweiz und insbesondere in Rothenthurm die Armeegegner nicht die Oberhand haben.

Der Soldat soll auf einem Waffenplatz nicht nur zweckmässige Ausbildungsanlagen und rechte Unterkünfte, sondern auch ein intaktes Verhältnis zur zivilen Nachbarschaft vorfinden. Das setzt voraus, dass bereits bei der Schaffung eines Waffenplatzes auf die zivilen Interessen der Gemeinden und Anwohner weitmöglichst Rücksicht genommen wird. Für das Projekt Rothenthurm ist dies in weitgehendstem Masse notwendig.

Ich zweifle nicht, dass eine klärende Stellungnahme von bundesrätlicher Warte aus zur Beruhigung der Gemüter wesentlich beitragen wird.

Bundesrat Gnägi: Zunächst eine kurze einleitende Bemerkung: Der Kommissionspräsident machte darauf aufmerksam, dass es sich um eine Baubotschaft über 431 Millionen Franken handle: 424 Millionen für militärische Bauten und Einrichtungen, 5 Millionen für Landerwerb und 2 Millionen für bereits bewilligte Objektkredite, d. h. Zusatzkreditbegehren.

Alle hier unterbreiteten Vorhaben sind im Finanzplan des Eidgenössischen Militärdepartementes 1975–1979 enthalten, wovon für Rüstungsbedürfnisse von insgesamt 4,7 Milliarden Franken heute noch 1,495 Milliarden für Bauten und Landerwerb ausgeschieden sind, gegen ursprünglich 1,76 Milliarden Franken. Diese Zahlen zeigen eine deutliche Verschiebung zugunsten der Rüstung.

Zwei Dinge möchte ich anführen in bezug auf den Inhalt der einzelnen Projekte. Es fällt auf, dass sehr viele Projekte vorgeschlagen werden, die den Gewässerschutz betreffen. Hier müssen wir den Richtlinien einigermassen Rechnung tragen, die vom Bundesrat bzw. dem Departement des Innern vorgeschrieben werden. Erfreulich ist, dass nur die Teuerung eine etwas grössere Rolle spielt. Die Projektierungsart – die neu ist – und auch die Entwicklung der Bauwirtschaft zeigen eindeutig, dass besser geplant werden kann, als das früher der Fall war.

Die Mitglieder der Militärkommission haben eine geheime Beilage erhalten. Sie hatten Gelegenheit, über alle Projekte, die hier zur Diskussion stehen, zusätzliche Auskünfte zu erhalten. Sie haben die notwendigen Unterlagen auch in dieser geheimen Vorlage bekommen, so dass ich glaube, dass die Militärkommission alle nur wünschbaren Auskünfte bekam, die sie benötigte.

Ich bin den Herren Kündig und Dobler dankbar, dass sie die Frage Rothenthurm zur Diskussion stellten. Auf Seite

35 können Sie der Botschaft entnehmen, dass für Landerwerb 5 Millionen Franken vorgesehen sind. Im Schlussabschnitt heisst es:

«Zur Finanzierung der Landerwerbe für neue und bestehende Waffen-, Schiess- und Übungsplätze in verschiedenen Landesteilen, insbesondere auch für den neuen Waffenplatz in Rothenthurm, ist ein weiterer Objektkredit von 5 Millionen Franken erforderlich.»

Herr Ständerat Kündig hat sechs Fragen gestellt. Die erste richtet sich auf Ursprung und Umfang der Opposition. An sich ist es begreiflich, dass der Realisierung von Schiessplätzen in unserem Lande immer wieder Opposition erwächst. Ebenso begreiflich ist es, dass die betroffenen Kreise alles daran setzen, um ihre Interessen zu wahren. Aber es kann mit Genugtuung festgestellt werden, dass es in vielen Fällen auch heute noch möglich ist, die Erfordernisse der Landesverteidigung in Übereinstimmung mit den Bedürfnissen der Alpwirtschaft und des Tourismus zu bringen. Ein Musterbeispiel dafür ist der Schiessplatz Elm-Wichlen, der letzte Woche eingeweiht werden konnte, nachdem er – wenn auch in beschränktem Umfang – schon seit einigen Jahren in Betrieb gewesen ist. Bei diesem Anlass konnte ein äusserst erfreulicher wirtschaftlicher Aufschwung im Sernftal und besonders in der Gemeinde Elm festgestellt werden. Die Alpbestossung ist praktisch unverändert geblieben. Das Tal ist durch eine gute Strasse erschlossen, von der auch der Tourismus profitiert. So hat sich das Bettenangebot vervielfacht; eine Sesselbahn erschliesst neu ein ausgezeichnetes Skigebiet. Das Steuereinkommen der Gemeinde Elm ist im Vergleich zu der Zeit vor zehn Jahren ebenfalls um ein Vielfaches gestiegen.

Auch im Sernftal bestand ursprünglich Opposition gegen den Schiessplatz. Sie ist praktisch verschwunden; in den letzten Gemeindeabstimmungen machte sie sich überhaupt nicht mehr geltend. Das darf als erfreuliches Beispiel aus der jüngsten Zeit dargelegt werden.

Die zweite Frage des Herrn Kündig richtet sich nach dem Bedürfnis, das die beiden Herren anführten. Das seit dem Jahre 1964 bestehende Provisorium mit dezentralisierter Stationierung der Leichten Truppen-RS in Schwyz, Arth-Goldau und Rothenthurm sowie Lenzburg, mit Schwerkrieg Rothenthurm für die Schiessausbildung sämtlicher Einheiten dieser Schule, vermag in verschiedener Hinsicht nicht mehr zu befriedigen. Das Ungenügen des bestehenden Zustandes liegt vor allem im Mangel an Ausbildungsanlagen, welche eine kriegsgenügende Ausbildung gewährleisten, sowie in den Koordinationsschwierigkeiten bei dieser Dezentralisierung in den verschiedenen Gemeinden, die sich aus der Mitbenützung ziviler Anlagen durch die Truppen in den Stationierungsorten ergeben, und in den ausserordentlichen Erschwernissen für die Führung.

Aufgrund dieser Sachlage ist das Bedürfnis für die Errichtung dieses Waffenplatzes aus grundsätzlicher Sicht und umfangmässig eindeutig zu bejahen. Die Ausbildung wird rationalisiert werden können. Im Anschluss an die Bedürfnisabklärung sind durch eine Kommission, zusammengesetzt aus Vertretern der interessierten Behörden, der Kantone, Gemeinden, Korporationen, privaten Organisationen und des Bundes, unter dem Vorsitz des Vorstehers des Militärdepartementes des Kantons Schwyz, die verschiedenen Probleme aus militärischer und ziviler Sicht untersucht worden. Der Bericht dieser Kommission – für den ich bestes danken möchte – ist im Dezember 1974 der Öffentlichkeit zugänglich gemacht worden. Er enthält zur Wahrung der zivilen Interessen einen breiten Forderungskatalog, dessen Inhalt inzwischen in die Form einer demnächst zu unterzeichnenden Vereinbarung zwischen Bund und den Kantonen Schwyz und Zug gebracht worden ist. Ich möchte diesen Punkt nochmals unterstreichen: dass das Bedürfnis unbestritten ist. Ich danke für die Bereitschaft der Behörden, hier zu einer Lösung Hand zu bieten.

Stichwort: Expropriation, das von beiden Herren angetönt wurde. Das EMD bemüht sich, den Landerwerb auf der Grundlage der Bestimmungen der erwähnten Vereinba-

rung wenn immer möglich auf gutlichem Weg durchzuführen. Und es bemüht sich auch, diesen Weg zu beschreiten, der normal ist. Es betrachtet die Expropriation, ähnlich wie den Truppeneinsatz zu Ordnungsdiensten, als *ultima ratio*. Wir wollen alles unternehmen, bevor wir zu dieser allerletzten Massnahme greifen. Wenn diese Massnahme jedoch als einzige Möglichkeit zur Realisierung eines im öffentlichen Interesse liegenden Zweckes verbleiben sollte, wird sie auch durchgeführt, wie das schon geschehen ist. Die Möglichkeit, unsere Armee kriegsgenügend auszubilden, muss privaten Wünschen, auch wenn sie im einzelnen eine gewisse Berechtigung haben mögen, untergeordnet werden. Aber ich hoffe sehr, dass die Verhandlungen doch so geführt werden können, dass wir um eine Expropriation herum kommen.

Stichwort: Information der Öffentlichkeit. Grundlage für die Informationstätigkeit bilden der erwähnte Bericht der Regierung des Kantons Schwyz und die darauf aufgebaute, vor der Unterzeichnung stehende Vereinbarung zwischen dem Bund und den interessierten Kantonen. Die Öffentlichkeitsarbeit wurde intensiv und auf verschiedenen Ebenen geführt. So sind Gemeindebürger und Berufsorganisationen in öffentlichen Veranstaltungen informiert worden. Mit den Behörden der interessierten Kantone, Gemeinden und Korporationen wurden umfangreiche Besprechungen geführt. Ich erinnere insbesondere an diejenige vom 20. Mai des letzten Jahres, anlässlich derselben ich persönlich, wie bereits erwähnt, Gelegenheit hatte, mich mit den zuständigen Instanzen auszusprechen. In den Jahren 1975 und in diesem Jahr sind in Schwyz auf Einladung des EMD auch zwei Pressekonferenzen durchgeführt worden. An derjenigen, die in diesem Jahr stattgefunden hat, nahm der Ausbildungschef persönlich teil. Die Notwendigkeit des Waffenplatzes wurde in einer Broschüre zuhanden der Bevölkerung begründet.

Nun das Stichwort: Auswirkungen eines allfälligen negativen Entscheides der Oberallmeindkorporation. Das wird das schwierigste Problem sein. Das EMD hofft auf einen positiven Entscheid in der Generalversammlung der Oberallmeindkorporation von Schwyz zu einem Verkauf der für den Waffenplatz benötigten Liegenschaft. Wir unternehmen alles, um hier zu einem positiven Entscheid zu kommen. Gerade gestern hat eine Sitzung beim Departement des Innern stattgefunden, an der zwei Bundesräte anwesend waren, um Einzelfragen wegen der Forsten zu besprechen. Sollte dieser Entscheid negativ sein – was ich ausserordentlich bedauern würde –, dann müssten die Konsequenzen durch den Bundesrat gezogen werden. Welche Konsequenzen das wären, kann ich im gegenwärtigen Moment nicht sagen. Aus meiner spezifischen Verantwortung als Vorsteher des Militärdepartementes muss ich in Anbetracht dieser dargelegten Grundlagen an der Verwirklichung des Waffenplatzes festhalten.

Zur letzten Frage (Wegbauten im Hochmoor und endgültiger Ausbau) ist folgendes zu sagen: Der naturschutzrechtliche interessierende Teil des Hochmoors wird durch die Anlagen des Waffenplatzes nicht betroffen. Die als Ergänzung des bestehenden Wegnetzes im Aufklärungsgebiet zu erstellenden Anlagen werden den Landschaftscharakter nicht verändern. Das Waffenplatzprojekt wird nicht zuletzt auch aus Kreisen von Skiläufern und Skiwanderern bekämpft. Meines Erachtens zu Unrecht. Die Errichtung des Waffenplatzes wird sie keineswegs hindern, ihrem Sport, für den wir viel Sympathie haben, nachzugehen. Im übrigen betrachten wir den geplanten Ausbau als Endausbau. Wir müssen uns aber – wie in allen solchen Fällen – die Prüfung allfälliger später erfolgender Landangebote vorbehalten. Diese Frage ist aber verbindlich auch in der abzuschliessenden Vereinbarung geregelt. Danach bedürfen spätere Aenderungen der Grenzen oder der Grobkonzeption, von geringfügigen Anpassungen abgesehen, der Zustimmung der Vertragspartner.

Die letzte Frage: Existenzgrundlagen für die Landwirtschaft. Hier kann ich folgendes sagen: Die beauftragte Landerwerbskommission hat diesbezüglich vorerst, soweit

es Schwyzer Gebiet betrifft, ein entsprechendes Konzept ausgearbeitet und dieses dem Regierungsrat des Kantons Schwyz unterbreitet. Dieses Konzept hat gute Realisierungschancen und bietet Gewähr für die Existenzhaltung der Landwirtschaft in Rothenthurm. Ein analoges Vorgehen wird zu gegebener Zeit auch auf dem Gebiet des Kantons Zug angewendet werden. Auch diese Massnahmen basieren auf den Bestimmungen der erwähnten Vereinbarung.

Damit glaube ich die Fragen beantwortet zu haben, die hier gestellt wurden. Ich verhehle nicht, dass mir die Frage der Waffenplätze wirklich sehr ans Herz gewachsen ist. Es hat keinen Sinn, grosse Rüstungsvorhaben zu verabschieden, wenn wir nicht in der Lage sind, die entsprechende Ausbildung zu gewährleisten. Hier ist ein Beispiel dafür, dass wir eine rationelle Ausbildung, die besser ist als das, was wir bis jetzt gehabt haben, verwirklichen können. In diesem Sinn hoffe ich, dass es möglich sein wird, diesen Waffenplatz Rothenthurm zu realisieren. Es ist selbstverständlich, dass in einem späteren Zeitpunkt ein Objektkredit den Räten zugeleitet werden muss, wenn wir soweit kommen können.

Herr Dobler hat noch eine zweite Frage gestellt, nämlich wegen des Zeughauses Seewen. Nachdem sich die SBB vom gemeinsamen Landerwerb zurückgezogen haben, ist beabsichtigt, ein zentrales Nachschubzeughaus auf dem eigenen Zeughausareal in Seewen zu erstellen. Dabei ist vorgesehen, bestehende, unrationelle Gebäude abzubauen. Eventuell werden dabei auch Gebäude des Armeeverpflegungsmagazins Seewen einbezogen, wobei für letzteres nach wie vor ein Lager an Kriegsreserve verbleiben soll. Die Verlegung des Nachschubzeughauses von Steinen zum Stammbetrieb Seewen drängt sich auf, weil die bedeutende Anlage nur über unrationelle Betriebseinrichtungen verfügt; zudem fehlt ein Bahnanschluss. Dazu ist zu sagen, dass diese Rationalisierungsmassnahmen gegenwärtig im Stadium der Überlegung stehen, dass also endgültige Entscheide hier noch ausstehen. Die Planung und die Projektierung des zentralen Nachschubzeughauses Seewen kann nämlich erst in der zweiten Hälfte der achtziger Jahre in Angriff genommen werden. Zu gegebener Zeit werden sich Diskussionen aufdrängen. Wir werden hier nicht jemanden – ohne richtig orientiert zu haben – vor ein *Fait accompli* stellen. Mit den Regierungen werden wir in dieser Richtung noch Besprechungen führen müssen.

Ich glaube, das sind die Fragen, die gestellt wurden. Ich beantrage Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

M. Péquignot, rapporteur: J'habite une région qui ne se distingue pas par l'empressement qu'elle met à recevoir les militaires chez elle. C'est bien la raison pour laquelle je ne me permettrai pas de donner des conseils aux gens de Schwytz. Mais si je prends la parole, c'est pour confirmer ce que vient de dire M. Gnägi, conseiller fédéral, au sujet de l'inauguration de la place de tir pour blindés de Wichlen. J'ai eu l'occasion de participer à cette inauguration et je puis attester que cette inauguration militaire a pris vraiment le caractère d'une fête presque populaire. Ce qui m'a le plus impressionné, ce n'est pas d'avoir vu un tank qui ouvrait symboliquement la route qui conduit d'Elm jusqu'à la place de tir, située dans la région du Panix «auf den Spuren Suworows», sur les traces de Souwarov, dans la vallée de la Sernt, mais ce qui m'a impressionné, c'est d'avoir entendu un président de commune déclarer ceci: «Chez nous, les militaires ne sont considérés ni comme des ennemis ni comme des étrangers. Nous voulons vivre en bonne harmonie avec eux, ce sont des citoyens comme nous, ils ont besoin de nous, nous avons besoin d'eux.»

Je pense que c'est en cultivant cet esprit-là, que c'est en arrivant à cette compréhension que l'armée pourra continuer à remplir son rôle. Je suis persuadé aussi que si, dans d'autres régions de la Suisse, on continue ainsi, et

non pas à mettre les gens devant le fait accompli, comme vient de le promettre M. Gnägi, notre armée pourra trouver les emplacements nécessaires pour s'exercer.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Gesamtberatung – Traitement global du projet

Titel und Ingress, Art. 1–3 – Titre et préambule, art. 1 à 3

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Bundesbeschlusses 31 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

77.069

Internationale Arbeitskonferenz.

61. und 62. Tagung

Conférence internationale du travail.

61e et 62e session

Bericht des Bundesrates vom 19. Oktober 1977 (BBl III, 641)

Rapport du Conseil fédéral du 19 octobre 1977 (FF III, 669)

Beschluss des Nationalrates vom 6. März 1978

Décision du Conseil national du 6 mars 1978

Antrag der Kommission

Kenntnisnahme vom Bericht

Proposition de la commission

Prendre acte du rapport

M. Donzé, rapporteur: La commission s'est réunie le 8 mars, au cours d'une courte séance, pendant la session. Ont participé à la réunion, les personnes suivantes: MM. Bonny, directeur de l'OFIAMT, Zenger, chef du service des affaires internationales pour les questions générales touchant à l'Organisation internationale du travail, Stegmann, ancien adjoint à l'Office suisse de la navigation maritime pour les conventions maritimes. M. Fritz Honegger, conseiller fédéral, s'était fait excuser.

Au cours de ces 61e et 62e sessions de la Conférence internationale du travail, indépendamment des points traditionnels de l'ordre du jour, c'est-à-dire le rapport du directeur général et les questions budgétaires, les objets pour lesquels des décisions ont été prises ont été les suivants: Convention n° 144 concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail, recommandation n° 152 sur ces mêmes normes et les mesures nationales en rapport avec les activités de l'Organisation internationale du travail.

Ces normes portent sur la liberté syndicale, les procédures de consultation, la responsabilité des autorités en ce qui concerne le support administratif des procédures, mais ce sont essentiellement les objets sur lesquels doivent porter lesdites consultations qui forment le noyau de la convention. Elles indiquent que les Etats membres sont tenus de soumettre les conventions et recommandations adoptées par la Conférence à l'autorité compétente, en vue de les transformer en lois.

La Suisse remplit cet engagement puisque le Conseil fédéral nous soumet régulièrement les rapports sur les sessions de la Conférence et que, lorsqu'il s'agit de conven-

tions, l'autorité exécutive examine s'il est possible et souhaitable de ratifier celles-ci; en ce cas, elle les soumet à notre approbation.

Sur ce point, M. Bonny, directeur de l'OFIAMT, a précisé dans quelles conditions et selon quels critères juridiques et politiques, le Conseil fédéral présentait le rapport aux Chambres sans procéder préalablement, comme le souhaite la convention, à des consultations. Cette procédure, comme celle prévoyant un réexamen des conventions à des intervalles appropriés, imposerait un surcroît de travail considérable à l'OFIAMT.

Malgré ces réserves et la non-adoption immédiate d'une série de conventions, le Conseil fédéral – et sans demander la modification du droit national sur tous les problèmes de principe – a pu, tenant compte de l'évolution sociale, ratifier successivement, en 1972, la convention concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine, en 1975, la convention n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical. Sont actuellement soumises à l'approbation des Chambres la convention n° 102 de 1952 concernant la norme minimale de la sécurité sociale et la convention n° 128 de 1967 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants.

La Suisse s'efforce de respecter les exigences essentielles de consultation tripartite en envoyant la copie des rapports du BIT aux organisations centrales d'employeurs et de travailleurs selon l'article 23 de la constitution de cette institution internationale. M. Bonny a conclu sur ce point que le Conseil fédéral, tout en continuant d'éviter un surcroît de travail administratif s'efforcerait d'améliorer l'information. Toutefois, en l'état, il renonce à soumettre la convention n° 144 à l'approbation des Chambres. Il cherche les moyens de développer les consultations avec les organisations d'employeurs et de travailleurs dans le sens indiqué par la convention.

Au cours de la 62e session, la Conférence s'est occupée d'une série de conventions sur le droit maritime, en particulier celle portant sur les congés payés des marins, celle prévoyant la protection des jeunes marins, celle aussi sur la continuité de l'emploi des gens de mer et celle enfin sur les navires où prévalent des conditions inférieures aux normes, en particulier ceux immatriculés sous des pavillons de complaisance.

M. Stegmann, ancien adjoint à l'Office suisse de la navigation maritime, a complété l'exposé de M. Bonny.

En ce qui concerne les conventions n°s 145 et 154 sur la continuité de l'emploi des gens de mer, il est à relever qu'en Suisse, durant les périodes où ils sont privés de travail, les gens de mer n'ont pas la garantie d'un revenu minimum. Si nous examinons la convention à la lumière de cette donnée impérativement formulée il n'est pas possible au Conseil fédéral d'accepter les principes essentiels de cette convention et de soumettre celle-ci à notre approbation.

Toutefois, cette situation n'a rien d'inquiétant car les changements de personnel sont très fréquents dans la flotte suisse, par la volonté même des marins dont un dixième seulement travaille en mer pendant plusieurs années. Les nationaux abandonnent le métier après quelques voyages, quant aux étrangers, ils retournent au service de la flotte de leur propre pays.

Les marins suisses n'ont pas de soucis quant aux possibilités de trouver un emploi surtout s'il s'agit de gens de mer qualifiés. En ce qui concerne la convention n° 146 pour les congés payés annuels des gens de mer, il a été rappelé que les congés prévus par le contrat collectif appliqué sur les navires suisses sont nettement supérieurs aux normes fixées par notre ordonnance maritime et fort proches, après les trois premières années de service, des exigences de la convention.

Toutefois, la Suisse ne remplissant pas certaines conditions de fond de la convention, le Conseil fédéral ne nous soumet pas ce texte à ratification.

Militärische Bauten und Landerwerbe

Ouvrages militaires et acquisitions de terrain

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	78.008
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.06.1978 - 15:00
Date	
Data	
Seite	331-335
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 837

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.